

VARIÉTÉS

DONS CELESTES.—Dieu dans sa bonté a donné à l'homme pour adoucir son exil sur la terre : *les fleurs, les parfums et l'harmonie.*

UN SUPPLICE.—L'inaction du corps quand l'âme est agitée, est un supplice que la nature ne peut supporter.

[Delphine]

SOURCE DES PLAISIRS.—Quand nous avons le cœur sain, nous tirons parti de tout, et tout se tourne en plaisirs. Quand on ne s'est point gâté l'esprit et le cœur par des sentiments qui séduisent l'imagination, ni par aucune passion ardente, la joie se trouve facilement. Dès qu'on a eu le malheur de s'accoutumer aux plaisirs vifs, on devient insensible aux plaisirs modérés.

Mad. de St. Laurent.

MAXIMES ET ACTIONS.—Les mauvaises maximes sont pires que les mauvaises actions. — Les passions déréglées inspirent les mauvaises actions ; mais les mauvaises maximes corrompent la raison même et ne laissent plus de ressource pour revenir au bien.—*J. J. Rousseau.*

COMPOSITION DE LA CHAMBRE DES DEPUTES EN FRANCE.—Ce corps se compose de quatre ministres (ou secrétaires de départements) 1 Maréchal de France, 1 vice-Amiral, 74 Magistrats et Juges, 19 Lieutenants-généraux, 18 Conseillers d'état ; 20 Colonels, lieutenants colonels et officiers de grades inférieurs ; 8 Sous-secrétaires de départements ; 3 professeurs de l'université ; 4 Ingénieurs ; 5 Inspecteurs-généraux ; 3 Intendants militaires ; 2 Inspecteurs de divisions ; 1 Ambassadeur ; 1 Ministre plénipotentiaire ; 1 Conservateur du musée et bibliothécaire ; 1 Officier de marine ; 1 Directeur d'une manufacture royale et 1 Trésorier. En tout 69 officiers salariés, parmi lesquels sont 7 Aides-de-camp du Roi, et un officier du palais. Le montant des salaires qu'ils reçoivent, celui des ministres non inclus, s'élève à près de deux millions de francs.—Les autres membres sont : 46 Avocats, 8 Médecins, 39 Marchands ou Banquiers, 6 Manufacturiers, 8 Maîtres de Forges, 5 Notaires et 178 Propriétaires, cultivateurs et rentiers ; en tout 290 qui ne sont pas des employés publics.

COMPOSITION DE LA CHAMBRE DES COMMUNES EN ANGLETERRE.—Elle contient 205 personnes plus ou moins liées à la Pairie. Ces membres sont : 1 Marquis, 7 Comtes, 19 Vicomtes, 32 Barons, 25 très-honorables, 52 Honorables, 63 Baronets, 13 Chevaliers, 3 Amiraux, 7 Lords-lieutenants de comtés, 42 Députés-lieutenants, 1 Général, 5 Lieutenants-généraux ; 9 Major-généraux, 32 Colonels, 33 Lieutenant-colonels, 16 Majors, 49 Capitaines d'armée et de marine, 10 Lieutenants, 2 Cornettes, 53 Avocats, 3 Solliciteurs, 40 Banquiers, 33 Actionnaires de la Compagnie des Indes Orientales, 17 propriétaires des Indes Occidentales, 52 employés et 114 propriétaires qui ont 74 bénéfices ecclésiastiques à leur disposition.

LE LIBERAL.

QUEBEC, MERCREDI, 21 JUIN, 1837.

Le Times du 15 Mai contient le projet de Lord Brougham sur les Résolutions touchant le Canada. Il consiste en sept articles dont nous donnons l'abrégé :—

- 10.—Parce que les Résolutions furent toutes ensemble mises aux voix.
- 20.—Parce que, quoique quelques unes des Résolutions fussent justifiables, il y en avait d'autres contraires à la justice et à la générosité.
- 30.—Parce qu'un des principes fondamentaux de la Constitution Britannique est de ne point disposer des taxes prélevées sur le peuple, sans avoir son assentiment là-dessus.
- 40.—Parce que l'emploi des deniers Coloniaux, sans le consentement de la Législature, est entièrement subversif du dit principe fondamental.
- 50.—Parce qu'il y a lieu d'espérer que les maux dont on se plaint en Canada pourraient être palliés par l'introduction d'un Conseil Electif.
- 60.—Parce que l'esprit dans lequel ces mesures furent conçues est entièrement contraire aux opinions et aux desirs de la majorité du peuple du Bas Canada.
- 70.—Parce que ces procédés ressemblent si parfaitement aux mesures fatales qui séparèrent les Etats-Unis de la Grande-Bretagne, et tirent leur origine de principes et leur soutien de raisonnements qui contrastent avec la politique ultérieurement suivie par le Parlement Impérial.

(Extraits des journaux français.)

Paris, 14 mai.

Le ministère vient de faire un nouveau pas dans le système que l'amnistie a mis en vigueur. L'église Saint-Germain-l'Auxerrois vient, par une décision insérée au *Moniteur*, d'être rendue au service divin. Ainsi s'effacent chaque jour les traces de nos dissensions civiles.

Plusieurs journaux annoncent qu'une nouvelle ordonnance d'amnistie s'appliquant cette fois aux contumaces, paraîtra à l'occasion du mariage de M. le duc d'Orléans.

—Le ministère Molé-Montalivet fait plus en quelques jours que les documaires n'ont pu faire pendant les six mois de leur dernier règne.

M. Guizot parlait beaucoup et ne pouvait marcher, parce qu'il était engagé contre la nature des choses. MM. Molé et Montalivet parlent peu et marchent beaucoup, parce qu'ils vont dans le sens des principes de liberté.

Le *Moniteur* du 9 mai contient dans sa partie officielle l'ordonnance suivante, précédée d'un rapport adressé au roi par le ministre de la justice :

Art. 1. Amnistie est accordée à tous les individus actuellement détenus dans les prisons de l'état, par suite de condamnations prononcées pour crimes et délits politiques.

Toutefois, la mise en surveillance est maintenue à l'égard des condamnés à des peines afflictives ou infamantes, ainsi qu'à l'égard de ceux qui y ont été assujettis par jugement.

Art. 2. La peine prononcée par la cour des pairs contre les nommés Victor Boireau et François Meunier est commuée en celle de dix ans de bannissement.

Art. 3. Notre garde-des-sceaux, ministre secrétaire-d'état au département de la justice et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Faite aux Tuileries, le 8 mai, 1837.

LOUIS PHILIPPE.

Le garde-des-sceaux, ministre secrétaire-d'état de la justice et des cultes :

BARTHE.

ELECTION DE LA BASSE-VILLE.—Dimanche dernier après Vêpres les Electeurs de la Basse-Ville de Québec se sont assemblés sur la place du marché St. Paul, où ils avaient été convoqués par des annonces, dans la vue de choisir un Candidat pour succéder à G. VANFELSON ECR. qui a résigné. Nous référons au rapport des procédés de l'assemblée, par lequel nos lecteurs verront que la personne sur laquelle le choix des électeurs est tombé est M. MICHAEL CONNOLLY, un citoyen de la Basse-Ville, respecté par sa probité et son intelligence et jouissant de la confiance manifeste de la majorité des électeurs de cette section de la cité qui est à la veille d'exercer sa franchise et marquer son indépendance.

Nous félicitons nos compatriotes sur cette nouvelle preuve de leur désintéressement personnel et de leur entier désaveu des distinctions d'origine que le gouvernement et ses partisans se sont toujours efforcés de maintenir, dans les vues insidieuses de prévenir le rapprochement d'une partie de la population vers l'autre, et de fomentier des discordes et dissensions qui sont les malheureuses suites de la diplomatie machiavélique de nos administrations.

A UNE ASSEMBLEE des Electeurs de la Basse-Ville de Québec, convoquée par annonce comme suit :

ELECTION DE LA BASSE-VILLE.

L'Assemblée des Electeurs de la Basse-Ville pour faire choix d'un Candidat pour la prochaine élection en remplacement de GEORGE VANFELSON ECR., qui a résigné, se tiendra au MARCHÉ ST. PAUL, demain Dimanche 18 courant à l'issue des Vêpres.

Et tenue conformément à la dite annonce sur la place du marché St. Paul de cette ville, ce jour'hui Dimanche 18 Juin 1837.

Barthélemi Lachance, Ecuyer, fut unanimement appelé au fauteuil, et M. Jos. Laurin, à remplir la fonction de Secrétaire.

M. le Président ayant exposé le but de l'Assemblée et appelé l'attention des Electeurs sur le choix d'un Candidat, Chs. Drolet ECR. M. P. P. s'adressa à l'Assemblée sur invitation d'icelle, et engagea les Canadiens à s'unir aux Irlandais, et à soutenir un Candidat de leur choix, et la résolution suivante fut agréée unanimement.

Proposé par Olivier Fiset Ecuyer, secondé par Ignace Gagnon Ecuyer, et

Résolu unanimement : Que c'est l'opinion de cette Assemblée que nos concitoyens d'origine Irlandaise et Britannique soient invités à nommer un Candidat qui devra être présenté à la prochaine élection, et que les Electeurs de la Basse-Ville ici présents s'engagent à supporter le Candidat qui sera ainsi nommé.

Après quoi M. Teed fut appelé à s'adresser à l'Assemblée, et proposa M. Connolly marchand comme Candidat à la prochaine élection, et sa proposition fut unanimement agréée par l'Assemblée.

M. Connolly remercia l'Assemblée de la confiance qu'elle reposait en lui, et exposa ses principes politiques, en langue anglaise, et M. Bouchette fit un résumé de son discours, en langue française.

Le Dr. Rousseau s'adressa aussi à l'Assemblée, et censura la conduite de M. Vanfelson. Après quoi l'Assemblée vota des remerciements à M. le Président, et se sépara.

B. LACHANCE Président.
Jos. LAURIN Secrétaire.

Québec, 18 Juin, 1837.

L'EDITEUR DU CANADIEN. M. Etienne Parent fait au *Libéral* l'honneur d'un long article dans son journal de Samedi. Nous avons lu sa critique avec plus de plaisir que d'aigreur ; car nous ne pouvions à peine nous attendre qu'il nous accueillît avec froideur, lorsque notre but avoué était d'éclairer nos lecteurs et nos compatriotes sur sa perfidie comme journaliste. Nous pourrions même avec plus de vérité, dire que ce sont nos lecteurs et compatriotes qui, se sentant sacrifiés par lui au gouvernement exé-

tif du jour, nous ont suggéré l'expédient auquel nous avons eu recours, et que l'apparition du *Libéral* explique. Les limites de notre journal nous défendent des luttes puérides triviales ou personnelles. Le Public ne peut qu'avoir un intérêt fort médiocre dans ces sortes de controverses, surtout lorsqu'il recherche avec avidité des connaissances sur l'état politique du pays, l'action du gouvernement, et la marche qu'il convient au peuple de suivre dans la position actuelle et critique du pays.

UN COUP D'OEIL DERRIERE LE RIDEAU.—L'Assemblée franche, ouverte, et respectable des électeurs de la Basse-Ville de Québec dont nous publions aujourd'hui les procédés, ne fut pas la seule qui signala Dimanche dernier.

Une autre assemblée, d'un caractère tout opposé, sourde, secrète, nocturne, fut tenue ce même jour chez un M. Guéniard, dans le faubourg St. Roch, par les amis de M. Vanfelson, parmi lesquels se trouvait T. C. Aylwin, ecr. Nous sommes informés que M. Joseph Gagné ayant été appelé à présider, la vice-présidence décernée à M. Etienne Parent, et le rôle de secrétaire assigné à M. Guay, N. P ; le vice P. (M. Et. Parent) prit la parole et débuta par inculquer aux assistants que cette assemblée n'était nullement publique, mais qu'au contraire, on devait tenir sur tout ce qui s'y dirait ou s'y ferait, le plus profond silence et secret.—Il leur parlait, disait-il, avec tout l'abandon que fait un père à ses enfants, et il désirait que tout ce qu'il aurait à leur dire fût ainsi considéré.

Mr. Aylwin nous dit-on, a aussi fait une harangue dans laquelle, il s'est permis sans la réprobation de ses auditeurs, un langage des plus outrageants envers Mr. Papineau. C'est le *pigme*, qui attaque le *géant* ; mais l'assemblée au sein de laquelle ce langage se tenait, aurait dû mieux se respecter que de le permettre.

Au nombre des résolutions qui furent agréées, notre colloquiste et informant nous assure qu'il y en avait une conçue à peu-près en ces termes

« Que, pour se laver de la tache dont était flétrie la Paroisse de St. Roch il fallait ré-élire M. Vanfelson et afin de parvenir à ce but, qu'il fallait nommer un comité pour rencontrer les marchands Anglais et Constitutionnels et leur dire que, s'ils voulaient cette fois, voter pour M. Vanfelson, tous les gens de St. Roch s'engageraient à supporter à l'élection générale un membre de leur choix. »

MM. Buteau, Paradis, Parent, Cazeau, and Gagnon, sont nommés de ce comité, mais ils s'y refusent MM. Tourangeau, Leclerc acceptent.

Cette assemblée n'exige de notre part aucun commentaire. Nos lecteurs sauront estimer à leur juste valeur le caractère d'hommes qui peuvent prostituer leur foi politique au point de se mêler d'une telle réunion, et de consentir à une coalition traîtresse. Nous sommes aussi informé que les Marchands Anglais et Constitutionnels dont on voulait faire des pattes-de-chats, ont rejeté avec un souverain mépris les ouvertures d'un accommodement aussi bizarre et incongru et s'étant élevés en dignité par cet acte d'indépendance et de magnanimité ils ont laissé Mr. Vanfelson et ses adhérents à une distance inconcevable d'infériorité.

INCENDIE.—Lundi soir, entre onze heures et minuit, nous entendimes battre l'alarme ; un incendie avait éclaté dans le faubourg St. Jean, rue Sainte Julie chez, un nommé Michael Kenning. Lorsque nous nous rendimes sur les lieux, à peine s'y trouvait-il cinquante personnes, et déjà la maison où avait originé le feu était en proie aux flammes. Le vent soufflait fortement du nord-est et bientôt une maison à deux étages située sous-le-vent fut aussi atteinte de la combustion. Une troisième maison à deux étages, vis-à-vis la dernière ne put non-plus échapper à la violence des flammes, et elle fut consumée avant notre retraite de cette scène désolante. L'incendie avait déjà fait de grands progrès avant l'arrivée des secours pour le supprimer.— Les pompes s'y rendirent tard et lorsqu'elle s'y trouvèrent l'eau manquait-elle pour les mettre en activité. C'est essentiellement à un incendie que devrait régner l'ordre. C'est là le seul moyen efficace d'en arrêter les progrès, et de secourir les infortunés.

Dans une ville aussi peuplée, ne devrait-il pas y avoir des sociétés bien organisées pour des objets d'un si grand intérêt municipal ? La vie et les biens de nos concitoyens ne doivent pas nous être des choses d'indifférence, et nous espérons que les exemples fréquents des funestes effets du désordre aux incendies—invitera les citoyens à la formation de Sociétés de Secours Mutuels et de Pompiers dans les différents arrondissements de la cité et des faubourgs, aux fins de mitiger les ravages affreux de ce terrible fléau.

M. Jos. LAURIN, Etudiant en Droit, est notre AGENT pour Québec. Sa demeure se trouve dans le Faubourg St. Jean, rue St. Jean, No. 26.

A NOS LECTEURS.—Nous nous étions d'abord proposés d'offrir au public une feuille française et une feuille anglaise, contenant chacune la même quantité de matière qu'offre aujourd'hui le journal dans les deux langues ; mais nous étant aperçus qu'il nous faudrait ajouter à l'étendue de l'imprimerie du LIBERAL, avant que de pouvoir réaliser ce dessein, nous avons préféré son issue immédiate dans sa forme actuelle, à l'exclusion de bien des annonces, plutôt que de retarder sa publication qui était devenue d'un vif intérêt à la cause du pays.—Des arrangements sont dès à présent sur pied, pour l'extension de ce JOURNAL, de la manière projetée et nous espérons sous peu, avoir le plaisir de le soumettre à nos abonnés avec quelques droits de plus à leur généreux encouragement.

ESPRIT PUBLIC.—L'assemblée du comté de Berthie nous annonce la Minerve, reçue ce matin, était extrême.

me... oreuse et respectable.—L'enthousiasme le plus grand... ait Mr. PAPINEAU y fut accueilli avec la plus vive. On estime à plus de 3000 le nombre des assistants,

aux Correspondants.—La réplique de M. Laurin, à la lettre de M. H. S. Huot, est inévitablement remise à Samedi. Ainsi que l'affidavit de M. L. affirmant la vérité de ses allégués.

RAPPORTS DES COMMISSAIRES nommés pour s'enquérir sur les griefs dont on se plaint dans le BAS CANADA (Présentés au Parlement par ordre de SA MAJESTÉ). Imprimés par ordre de la Chambre des Communes 20 Février, 1837, in-fol : pp 415. (a)

L'histoire du BAS CANADA, pendant les trente dernières années, nous offre le sombre tableau d'une longue suite d'actes arbitraires de la part du Gouvernement Exécutif de la Province, et des exemples flagrants d'injustice et d'ineptie dans la régie coloniale. Les gouvernements, ainsi que les individus, dédaignent trop souvent les sages leçons que leur donne l'expérience du passé, et toujours ils tombent dans les mêmes écarts et se précipitent dans les mêmes abîmes où les avaient entraînés leurs premiers dérèglements—leurs trop funestes erreurs.

L'émancipation violente des treize Colonies Britanniques qui occupaient la rive occidentale de l'Océan Atlantique et qui dans un petit demi-siècle se sont élevées au rang des plus puissantes nations du monde,—fut précédée par l'énocionation des mêmes doctrines d'absolutisme, la manifestation d'un même esprit d'orgueil national que nous voyons aujourd'hui dominer dans les Conseils du Roi et dans les deux Chambres du Parlement Impérial.—C'est à l'aveuglement déplorable des autorités d'alors, c'est à leur opiniâtreté perverse, que la GRANDE BRETAGNE doit la perte de ses territoires américains à la fin du 18e siècle.—Nous présageons que les mêmes causes produiront dans le dix-neuvième siècle, les mêmes effets.

Dans la première époque nous avons vu le ministère anglais sans-cesse éluder la correction des abus dont se plaignaient, avec les plus vives instances, les colons d'alors ; dans la dernière, les appels réitérés du peuple de ces Colonies à la Mère-Patrie, n'ont été écoutés que pour les laisser retomber dans l'oubli, ou, on n'a prétendu s'en entretenir que dans les vues d'assoupir la vigilance du Pays sur l'assertion de ses droits. Dans l'une et dans l'autre époques, les Colonies se sont-elles senties lésées et se sont-elles prononcées avec toute la noble et ferme dignité qu'inspirent l'amour de la liberté, et l'horreur de l'esclavage? De suite la voûte impériale a retenti du cri d'un faux honneur; on en a appelé, non pas à la raison, à la justice de la nation, à la sagesse du gouvernement —du Parlement—mais à un funeste sentiment d'orgueil qui abâtardit le jugement et pousse un peuple généreux à se prêter à l'outrage et à la consommation d'actes violents et oppressifs, à la contemplation calme desquels il a toujours été et sera encore le premier à se révolter.

Qu'on lise les débats de la Chambre des Pairs et de la Chambre des Communes, au tems de la passation de l'acte tyrannique du Timbre en 1765. Nous y verrons précisément l'esprit qui domine aujourd'hui dans ces deux corps. Les ministres de SA MAJESTÉ y étaient en plus grande majorité encore qu'ils ne le sont aujourd'hui. Le Souverain, le Ministère, les Nobles, les Communes, —tous paraissaient concourir dans le vœu d'imposer aux anciennes Colonies le joug d'une abjecte dépendance. —Un petit parti, puissant par ses fécondes lumières, par la vérité et la noblesse des principes qu'il soutenait, —prit, seul, la défense des Libertés Coloniales. On y voyait les CHATHAM, les PITT, les BARRE, comme nous y voyons de nos tems les BROUGHAM, les O'CONNELL, les ROEBUCK—mais ce fut en vain ; les préjugés et une passion indomptable pour une domination sans borne firent rejeter toutes les mesures conciliatrices : la main de fer du pouvoir fut tendue vers l'Amérique et la coercition devait seule être invoquée pour comprimer la Liberté et s'assurer l'obéissance. Mais du moment que le pouvoir se manifesta ainsi, le signal de la coalition politique des Colonies fut donné :—Le lien d'affection fut rompu et la résistance au pouvoir arbitraire devint la vertu dominante parmi le peuple.

L'analogie qui se trouve entre la politique du ci-devant ministère de LORD NORTH et celle de LORD MELBOURNE, doit être évidente à l'observateur le moins attentif. Tous deux ont témérairement envahi les droits les plus sacrés des Colons—tous deux en ont appelé à un faux honneur national, et à l'orgueil de la domination pour maintenir leur marche arbitraire. Tous deux ont réussi à se former, par ce moyen, une grande majorité, une presque unanimité, dans les deux Chambres du Parlement—l'un a perdu les Colonies—l'autre se hâte de le faire. Ceci nous introduit aux Rapports des Commissaires.

L'histoire des premières Colonies Britanniques nous offre plusieurs exemples de commissions semblables à celle dont les travaux sont sous considération;—mais toujours, comme celle-ci, furent-elles infructueuses dans la consommation de l'œuvre pour laquelle elles furent ostensiblement créées;—souvent, comme celle-ci, ces commissions étaient de nature à n'inspirer que de la méfiance.—Les hommes qui les composaient ne jouissaient pas d'une assez haute considération, n'étaient pas d'un rang assez élevé pour les mettre au-delà de l'atteinte du soupçon qu'ils étaient, les ignobles instruments d'un parti ou d'une faction, ou dans le langage du Gouverneur POWNALL, que la commission n'était en elle-même qu'un "Jobb" (b)—une vénale spéculation.—Sans approfondir les motifs qui ont dicté la nomination de la Commission Royale qui a siégé dans cette Province, nous allons en examiner le résultat qui se trouve consigné dans le volume dont le titre se trouve en chef de cet article.

Le très-Honorable le COMTE DE GOSFORD, SIR CHARLES GREY ET SIR GEORGE GIPPS, les Commissaires char-

gés de l'enquête sur les Griefs Canadiens, arrivèrent à Québec dans l'automne de 1835, accompagnés de leur secrétaire J. F. Elliot Ecr. un perso nage d'autant plus important que par les instructions Royales, sa présence aux délibérations des Commissaires était indispensable à leur valadité, et, lui seul était chargé de la rédaction des rapports. Le 28 Jan., 1836 les Commissaires firent leur premier rapport, au Ministre des Colonies et, le 15 Nov. de la même année, ils paraissent avoir terminé leur travail, par un rapport général comportant la considération des matières suivantes :

- 1o. Le Conseil Législatif.
- 2o. L'état de la représentation du peuple.
- 3o. L'établissement et l'Administration des terres incultes, et l'utilité et les justes bornes des Compagnies des terres.
- 4o. Les tenures des terres dans la province.
- 5o. L'établissement de bureaux d'enregistrement.
- 6o. La répartition entre le Haut et le Bas Canada, des impôts prélevés aux douanes, et l'acte réglant le Commerce des Canadas (Canada Trade Act.)
- 7o. La mise-à-effet des recommandations du Comité de 1828.
- 8o. L'éducation."

Il paraît donc que la commission s'occupait pendant toute l'année 1836, des perquisitions dont elle était chargée, et que le volume qui est devant nous, est l'offrande qu'elle présente, enfin, au gouvernement, moyennant toutefois une modique rétribution de £30,000 à 40,000 Stg.

Dans leur ensemble, les rapports des commissaires ne sont pas entièrement dénués de mérites ; le style en est clair, simple et bureaucratique et la matière, sans beaucoup ajouter aux lumières que nous possédions déjà, nous offre dans une forme un peu condensée, le tableau de nos difficultés politiques depuis une époque assez reculée. Mais c'est surtout dans les appendices que l'utilité de ce volume doit être recherchée : il s'y trouve des documents et des témoignages de beaucoup d'intérêt pour l'investigation de l'histoire politique du pays et nous devons savoir gré à la commission de les avoir ainsi recueillis.

Avant que de passer à la considération séparée de chaque rapport, nous ne pouvons nous abstenir de critiquer la singulière anomalie, le solécisme d'arrangement, que nous offre ce travail, sous le rapport du concours des trois Commissaires dans le document proposé par le secrétaire. Les trois signatures se trouvent toujours au bas de chaque rapport ; ensuite nous avons le prêt ou la minute de désapprobation de Sir Charles Grey par laquelle il annule toute l'efficacité de cette signature ; et en dernier lieu, nous voyons la critique de Sir George Gipps sur la minute de sir Chrs. Grey, adjointe généralement à quelques remarques, qui modifient le rapport lui même auquel il avait préalablement donné la sanction de son nom. Le chef de la commission LORD GOSFORD, est le seul des commissaires qui semble n'avoir rien eu à châtier dans l'ouvrage du secrétaire, et qui ait adopté ses vues sans autre commentaire. Le texte des rapports nous paraît par conséquent essentiellement contenir l'exposition des sentiments du CHEF-COMMISSAIRE, partiellement ceux du Chevalier Gipps, et point du tout ceux du Chevalier Grey.

(a) Les rapports ont été reproduits en Canada, sauf les appendices, sous un autre format.

(b) Pownall's Colonies, p. 30. [A Continuer.]

DECEDE.

Dimanche au matin, Louis Lévéque âgé de 18 ans, fils de M. Benjamin Lévéque, boulanger.

AUX ELECTEURS LIBRES ET INDEPENDANTS DE LA BASSE-VILLE DE QUEBEC.

MESSIEURS,

J'AYANT été nommé par les électeurs de la Basse-Ville de Québec en leur assemblée de Dimanche dernier, au MARCHE ST PAUL, comme Candidat pour vos suffrages à la prochaine élection, et ayant signifié à l'assemblée mon acceptation de votre choix, et je crois qu'il est maintenant convenable de vous donner une courte esquisse de quelques uns des principes par lesquels je serai guidé dans ma conduite au cas où je deviendrais votre représentant.

Premièrement :—Comme je pense que le Conseil Législatif ne peut jamais être constitué comme il sied à un corps utile de législation, j'emploierai mes humbles efforts pour opérer son abolition.

Secondement :—Je ne concéderai jamais à aucun pouvoir, au-delà des limites de cette Province, le pouvoir de contrôler et de s'approprier les deniers publics, les produits de notre propre industrie ; car je maintiens que l'un des principes les plus sages pour le bon gouvernement de tout pays, est que le peuple gouverne ses propres affaires, le seul moyen de ramener la confiance envers l'administration de notre gouvernement et l'harmonie parmi les diverses classes du peuple de cette Province si long-tems négligé.

Enfin on me trouvera toujours tel que je suis maintenant l'adversaire déterminé de tout MONOPOLE, soit que le Monstre se présente sous le masque trompeur d'une Compagnie des Terres spéculative, qui empêche cette Province, au détriment de la classe agricole qui est réellement le nerf de la société et que la Législature devrait tout particulièrement élever, encourager et protéger.

J'ai l'honneur d'être
Messieurs
Votre dévoué Serviteur
MICHAEL CONNOLLY.

Québec 20 Juin, 1837.

AVIS.

JOHN TEED, Marchand Tailleur, No. 11 rue Champlain en adressant ses humbles remerciements à ses amis et au public pour le généreux encouragement qu'il a reçu depuis son entrée dans les affaires. Prend la liberté de leur annoncer qu'il a reçu son assortiment de marchandises d'été de toute espèce en son genre de commerce et qu'il les offre au public aux conditions les plus modérées pour argent comptant ou à un crédit approuvé. Tous ordres sont remplis avec promptitude et élégance. Québec, 17 juin, 1837.

PAR G. D. BALZARETTI.
VENTE ETENDUE DE LIVRES.
JEUDI prochain, le 22 du courant, aux magasins de M. J. C. REIFFENSTEIN, à DIX heures précises, sans réserve, les livres suivants élégamment reliés :—

- JOURNEE du Chrétien, doré sur tranche
Imitation de J.-C. do do
Epîtres et Evangiles do do
Visites au St-Sacrement do do
Pensez-y-bien do do
Heures des Dames et Diles do do
Heures de Congrégation do do
Chemin de la Croix do do
Combat Spirituel do do
Bible de Royaumont relié
Ange Conducteur do do
L'âme Sanctifiée do do
Perizonia
Collection du Chanoine Schmidt, 50 vols.
L'âme Sanctifiée relié
L'âme Religieuse do
Fénélon, ses Oeuvres do
Avis et Exercices Spirituels
L'adorateur en Esprit et en vérité
Perfection Chrétienne
L'abbé Boudraud
L'âme fidèle
Histoires Edifiantes
Epîtres et Evangiles,
Modèle du Clergé
Cantiques Spirituels
Histoire Sainte
Ancien Testament
L'âme Sanctifiée
La religion est le Fondement de la Société
Grammaire Latine
Grammaire de L'Hommond
Le Chemin de la Croix
Exercice Spirituel
Formulaire de Prières élégamment relié
Abécédaire et Histoire Naturelle en
1000 Petits volumes reliés et dorés
Éléments extraits en 40 doré
Le Solitaire
Satyre Menippée, 2 vols. 8o.
Oeuvres de Montesquieu
Portefeuille de 1813, 2 vols. 8o.
Les quatre Fondateurs
Cinq années de séjour en Canada, 3 vols-
Oeuvres de J. B. Rousseau, 2 vols. 8o.
Oeuvres de Fléchier, 10 vols. 8o.
Histoire de Paris avec planches, 10 vols. 8o.
Poésie de Marié de France, 2 vols. 8o.
Mémoires de Napoléon par Montholon, 6v1 8o
Histoire de France jusqu'à l'avènement de
Louis Philippe
Soixante Vues de Paris
Essais de Montaigne
Dictionnaire de chimie, 4 vols. 8o.
De Bourrienne ministre d'Etat sous Napo-
léon, 10 vols. in 8o.
Pensées de Blaise Pascal, 2 vols. 8o.
Hévétius, 2 vols. 8o.
Mémoires du Cardinal Dubois, 4 vols. 8o.
Voyage du Jeune Anacharsis en Grèce, 6 vol.
avec carte.
Histoire Physique, Civile et Morale, Théolo-
gie, morale 9 vols.
—AUSSI—
Nouvelle Méthode Calligraphique ou
L'art d'écrire l'Anglais
50 rames de papier
300 livres en blanc et rayés
100 douz. encre noire et rouge.

CONDITIONS.—Au-dessous de £25 argent comptant, et au-dessus de £25, 2 mois de crédit, en donnant des billets approuvés et endossés.
Québec, 21 Juin, 1837.

HOTEL DE LORETTE.

Le Soussigné a l'honneur d'annoncer au public qu'il vient de prendre l'HOTEL DE LORETTE, occupé ci-devant par M. RICHARD DEVERRY. La situation agréable de cette maison, près des chutes pittoresques du village de Lorette, la quantité de voyageurs qui s'y rendent journellement durant la belle saison pour visiter les habitations des anciens Sauvages Hurons, et la beauté des points de vue environnants en font une des promenades les plus recherchées des environs de Québec ; aussi le Soussigné se flatte-t-il que les soins qu'il apportera dans la bonne tenue de son HOTEL, y attireront les promeneurs et répondront à l'encouragement qu'il espère qu'on lui accordera. Il a aussi remises et écuries pour les équipages et les chevaux.
PROSPER DUBUC.

Lorette, 21 Juin, 1837.
Les personnes qui désireraient y donner quelques parties pourront laisser leurs ordres chez M. Richard Devery confiseur, rue Couillard à Québec, et elles trouveront tout préparé pour leur réception.

CIRCULAIRES, CARTES DE VISITES, AFFICHES, PAMPHLETS etc, seront exécutés promptement et à bas prix à cette imprimerie.

CONDITIONS DE CE JOURNAL.

Le LIBERAL se publie en anglais et en français, deux fois par semaine : le MERCREDI et le SAMEDI matin ; le prix de l'abonnement est de trois piastres et demie par année pour les deux langues, ou deux piastres pour chaque feuille séparée, frais de poste non-inclus, payables par semestre, d'avance. Les Lettres, Correspondances, &c., doivent être adressées, franchises de port, au Bureau de ce Journal, No. 32, Rue St. Paul.

PRIX DES AVERTISSEMENTS.

Six lignes et au-dessous, première insertion, 2s. 6d. et 7de chaque suivante. Dix lignes et au-dessous, première insertion, 3s. 4d. et 10d. chaque suivante. Les avertissemens non accompagnés d'ordres écrits seront insérés deux fois par semaine jusqu'à ce qu'ils soient contremandés, et débités en conséquence.

Imprimé pour les PROPRIETAIRES par FRS. LEMAITRE, Rue St. Paul, No. 32.

THE LIBERAL.

A POLITICAL, LITERARY AND COMMERCIAL JOURNAL.

SALUS POPULI, SUPREMA LEX ESTO.

VOL. I.

QUEBEC, WEDNESDAY, JUNE 21, 1837.

NO. 2.

POETRY.

THE NATURE OF GENIUS.

Sorrow, thou stern preceptress, take the seed,
And cast it, careless on a rocky bed,
Where no soft dews from smiling skies may feed;
But clouds eternal gather round its head:
Where murmuring bellows lash the sounding shore,
Where lightnings flash, and muttering thunders roar.

One dazzling ray, what time the bud appears,
Bright, burning, brief, let parent Phebus fling;
Then steep the plant for ever more in tears,
And bruise, and crush, and trample it, and wring!
So from that bitter root shall odors rise,
And with immortal fragrance fill the skies!

The Byrons.—Cowpers.—Otways of the earth,
From such cold crushing culture took their birth!

CORRESPONDANCE.

To the Editor of the Liberal.

SIR,

No greater fallacy is oftener committed than that of imagining one's self possessed of considerable influence and popularity. Man's natural vanity is so unbounded that the slightest precarious personal advantage is often construed by the happy possessor into a perpetual and omnipotent source of superiority over others. This is the absurdity into which the Editor of the Canadian and his party have fallen. "Ego et rex meus" I and the people is the watchword of the minority. They may now at leisure chew the end of bitter reflection, and learn too late that a too precipitate movement has overturned the ladder from under them by which they had hoped to raise themselves to power, before they had attained a permanent position to support themselves: they have now fallen from their high estate; and, I hope, never to rise again. The minority have been weighed in the balance & found wanting. Personal considerations when opposed to political principles ought never to weigh a feather in the scale. Who is Mr. Huot, Mr. Vanfelson or Mr. Parent or Mr. any body else that the public should compromise their principles in order to procure the co operation of such men. Let us abandon altogether the minority; and let us never forget for the future that in politics, principles, not men ought to influence our conduct and govern our lives.

Popular excesses need never be dreaded so long as the government is an equitable and just one. Violence is only to be apprehended when the executive attempts to govern according to its mere arbitrary will and pleasure; to thwart the wishes of the country, out of a wanton desire of reckless stubbornness, or which is often the case for the shameful purpose of distributing favors to a few, without relation to merit, or any other consideration which should weigh with men "placed in authority over us". After years of misrule, it is incredible that popular manifestations have not been of a more decided character here than happily for the tranquillity of society, is the fact. But there is a period even to human patience and endurance. How near we are to that epoch, time can only tell. Upon what principle is it that that reproach to the country, the court of appeals is allowed to exist one day? Why is the executive council the great council of incapables permitted to number amongst its members, men whose qualifications are not only below mediocrity, but who are the laughing stocks of society? Why is not some measure adopted immediately, with a view to try its efficacy, to remodel the legislative council in such a manner as to afford some security for good government in the province? Why are pluralities of office not instantly abolished? and finally why are the tribunals of the country permitted to exhibit the monstrous spectacle of partiality and corruption disgracing the seat where justice alone ought to preside?

CRITO.

Quebec, June, 1837.

THE LIBERAL.

QUEBEC, WEDNESDAY, JUNE 21, 1837.

The English, May, Mail, from Falmouth via Halifax, was received by express on Saturday evening at a late hour. The letters were delivered, to those who applied at the Post-Office, between the hours of 8 and 11 on Sunday morning, and the papers, of course of an old date, were delivered yesterday.

The regular Mail arrived yesterday,—the local news from the lower provinces is not interesting.

The New-York papers of Wednesday the 14th June, were received by yesterday's Mail.—they contain no later European news than was furnished by the *Orpheus*, from Liverpool on the 18th May, whose letters were forwarded to this city by the same conveyance.

The Ship *Kingston*, Kay, arrived this morning from Cork, whence she sailed on the 21st May. She brings no later intelligence.—(Mercury)

HOUSE OF COMMONS—Monday 8th May.

SEPTENNIAL ACT.

Lord John Russell moved that the House resolve itself into a committee of supply.

Mr. Tennyson D'Eyacuort said he rose to make the motion of which he had given notice, for the repeal of the Septennial Act. He had not yet brought the question before the present Parliament. They were now come to the 3d session of the present Parliament, which made it proper that the question of triennial Parliaments should be decided. Before reform was agitated as a general question, triennial Parliaments were regarded as a great public

right. One of the most prominent articles in the bill of rights was the frequent calling of Parliaments. The passing of the Septennial Act was a fraud upon the people, and gave great dissatisfaction. A bad House of Commons, in the hands of a bad Minister, for six years, might overthrow the liberties of the country.

Lord John Russell opposed the motion. He did not think that the people were very anxious about the question; and that it would be much more advisable in the house to apply themselves to measures of practical benefit and reform.

M. Wakley said that the reason for passing the Septennial Act no longer existed; and yet it was continued, and would continue, unless its repeal was urged by the pressure from without. The noble Lord would have a different opinion within twelve months, He himself was such a friend to triennial Parliaments, that at the end of three years he should resign his seat for Finsbury.

M. Roebuck supported the motion. He thought there ought to be triennial Parliaments, but not dissolvable by the Crown or any other power.

The House divided, when the numbers were—For the motion, 87; against it, 96; majority against it, 9.

Lord John Russell then moved the adjourned debate on the Poor Relief (Ireland) Bill, and that the Bill be recommitted.

We are now making arrangements to enlarge this paper, and hope soon to be able to offer to our readers a sheet of a size considerably larger than the present. The limited space we now have, necessarily excludes much matter which otherwise would find place in our columns, and prevents us from giving extracts from other periodicals, the insertion of which cannot fail to be appreciated by a discriminating taste.

We were not a little astonished in reading an account in the *Morning Herald* of the 16th instant, of the unfortunate accident which had befallen the Hon. Dominique Mondelet; the rather because the manner in which the watch was taken, was not attempted to be explained. The inexpertness of our pick pockets here, coupled with the circumstance of the clear moon-light nights which we now have, appeared to us to render impossible any attempt to steal privily from the person. Upon inquiry, however, we find that the case is one of frequent occurrence. The hon. Exec. Councillor it appears, on the evening in question, was indulging in a propensity to ramble; & seduced by the "witching hour of night" and the seductive smiles of some fair cyprian, soon became a captive in beauty's arms. The lady, whose love of lucre must have been excessive, purloined the councillor's gold watch. As soon as he was aware of his loss, the invaluable services of Mr. Wally were procured, who, furnished with all necessary information by the Hon. Councillor, discovered the damsel, which led to the restoration of the Gold Repeater. So much for rambling. The lady is in durance vile, and the Councillor is on his way up to Montreal.

There are none so blind as those who will not see:—

The old *Quebec Gazette*, speaking of the nomination, of a candidate for the approaching election of the Lower-Town, made on Sunday last by the reformers of British origin, and agreed to by the Canadians professing the same political principles, says: "We see that party, and particularly national distinctions are still resorted to, etc." We doubt not the astute editor can see as far through a mill stone as any one; but in the present case we do think his vision appear to be too clear—he sees what does not exist.

At a meeting held at St. Paul's Market on Sunday last according to notice for the purpose of choosing a Candidate for the Lower-Town in the place of George Vanfelson Esquire resigned, it was unanimously resolved to nominate Mr. MICHAEL CONNOLLY, as the candidate and support him at the next election.

The meeting was numerous and respectable, Barthelmy Lachance Esq. was called to the Chair and Mr. Laurin acted as Secretary. After a few words from the President, explanatory of the object of the meeting, C. Drolet, Esquire M. P. P., Dr. Rousseau, R. S. M. Bouchette, Mr. Teed and M. Connolly, severally addressed the meeting.

On the same evening another meeting was held of the friends of George Vanfelson Esquire, at the *School-House*, St. Roch, for the purpose of nominating a candidate at the next election. We are informed that the meeting resolved to support George Vanfelson the late member.

The choice made by the people, on Sunday last, of Mr. Michael Connolly as their candidate for the Lower-Town, at the approaching election, proves the falsehood of the fact uttered so often by a certain party, that the Canadians were governed by national distinctions. The above nomination sufficiently establishes, we think, the contrary. It is principles, and not men, that direct our actions. Look at the estrangement which has taken place between the majority and the servile adherents of Lord Gosford's administration, and say whether men or principles have influenced the conduct of the people? National distinctions are beneath the consideration of the majority. "Notre langue, nos institutions, et nos lois," is the exclamation of an isolated few, who, if permitted to act in unison with such exclusive sentiments, would soon diminish a nation to the insignificant importance of a Huron tribe. Let us seize with avidity whatever other countries can afford beneficial to our condition. Let us not retain laws ill-adapted to the prosperity of a growing country, merely because they were framed by our ancestors; but, rather allow reason to take the place of prejudice, and then perhaps the lights of philosophy may beam upon us and make our mental darkness visible, even to ourselves. The people it appears are determined to have one of themselves returned as the member for the Lower-Town; this is right. We have had enough of speculating politicians—men who have made politics a trade; we therefore approve of the nomination because it is the people's choice.

The supporters of Mr Vanfelson have met with a very proper reception from the Merchants of the Lower Town. However much we may differ in politics from these Gentlemen, we nevertheless respect their political prejudices they are at least consistent in their political heresies. The invitation made by the supporters of Mr. Vanfelson, to the Merchants to unite with them in returning that political weathercock at the next election for the Lower Town was spurned at as we are informed, with indignation, how could it be otherwise? This may show how recklessly indifferent are the minority and their adherents to any thing like principle.

The election will commence on Tuesday week. Reformers who are resolved to support the object of the people's choice, must not fail in being present on that occasion, and using their best exertions to procure the return of the popular candidate.

One man of sense is as much as can reasonably be expected in a House of Lords. We subjoin Lord Brougham's grounds of protest upon the Canada Resolutions, as containing the collective wisdom of the upper house:

1. Because the resolutions were all put to the vote at once.
2. Because, though some of the resolutions were justifiable, there were others that set justice and generosity at defiance.
3. Because it is one of the fundamental principles of the British Constitution that no part of the taxes, levied upon the people, shall be applied to any purpose without their consent.
4. Because taking the possession of the Colonial monies without the consent of the Legislature, is wholly subversive of the said fundamental principle.
5. Because there is ground to hope, that the evils complained of in Canada might be obviated by the introduction of an Elective Council.
6. Because the spirit in which those proceedings were conceived, was adverse to the opinions and desires of the majority of the people of Lower Canada.
7. Because these proceedings so closely resembled the fatal measures that severed the United States from Great Britain, have their origin in principles, and derive support from reasonings, which form a contrast to the policy, during the latter years, of the Imperial Parliament.

A most brutal assault was committed on Sunday evening, between the hours of 8 and 9, on a sailor, by a party of soldiers. The circumstances we believe to be these. The sailor, in a state of intoxication, coming down St Louis street, came into collision with a number of soldiers, who always infest that part of the city. Instead of disentangling themselves from the sailor, who, from the state of inebriety in which he was, could not know what he was doing, the soldiers attacked the unfortunate man in a most barbarous manner. Five or six, or more soldiers assailing him violently at the same time. Twice the sailor was thrown on the ground, and when down, brutally kicked and trampled on by his merciless assailants. We are always prepared to hear of traits of brutality from an English soldier, but we must say we were shocked at the dastardly and ferocious attack of a party of armed soldiers, upon one intoxicated man.

In justice, we cannot refrain from stating a circumstance which with pleasure we relate; and this we do, for two reasons.—First, as proof of the brutality of the assault,—and, secondly, to show that at least one soldier present, was above the cowardly act, of barbarously ill-treating an unprotected man. When the affray was over, a soldier who was instrumental in preventing his comrades from continuing the assault, boldly accused one of his fellow soldiers of brutality, in kicking the sailor when on the ground and unable to defend himself. An altercation here ensued, and had it not been for the opportune presence of some of the officers of the corps, another row would have taken place—perhaps more serious than the first.

The atrabilious temperament of the Editor of the *Mercury* shows itself in his remarks, on Saturday last, upon the Proclamation lately issued by his Excellency Lord Gosford, to suppress public meetings. The Editor's fertile imagination readily supplies him with a knowledge of the causes of popular agitation. He says that the agitators, are persons who cannot get on in their professions, and envying the better fortunes of others, wish a general scramble, to benefit themselves. These gratuitous reflections, will of course, go for what they are worth. Upon one point, at least, the Editor ought to be indifferent; for, even admitting, to the fullest extent, the awful consequences he predicts as likely to result from agitation, still we are at a loss to conjecture how the Editor could suffer at all, in his property. In person, it is true he might be sorely handled; but, in other respects he might, like the *Joujur*, who, in his apostrophe to Fortune, exclaim—

"Tu peux me faire PERDRE, ô fortune ennemie!
Mais me faire PAYER, parbleu je t'en défie."

Persons like the Editor in question, ought to be exceedingly circumspect in alluding to the pecuniary means of others, and drawing inferences therefrom; for it invariably happens, such is the constitution of our natures, that such remarks call one's attention to the circumstances of the individual himself who attacks. Now, we should be delighted to know that the Editor of the *Mercury* had anything to lose, with the exception of his annual stipend as Editor, and pay as one of the printers to his Majesty.

We doubt not the myrmidons of Justice would, also, be equally desirous to ascertain what available assets he of the *Mercury* were possessed of, in order to enable them to realize sufficient to pay outstanding claims. For, if we do not very much mistake, amongst the names of certain individuals, familiar to us as household words, from being frequently called in court, the distinguished patronymic of the Editor himself were frequently to be found.

It is amusing to hear the Editor of the *Mercury* stigmatize, as tools, the many respectable persons who dare, in these days of corruption, avow themselves admirers of Democratic institutions. Is the Editor not really sensible of his own servility? Or does he think, because he has always crouched to power, that others are as base as himself? Writers, like the Editor of the *Mercury*, do more to bring about what he so much deprecates, a revolution, than even the intolerable burthens of vicious institutions, and unjust laws, which press so heavily upon this country. A people

feels, soon enough, the weight of oppression.—The stings of sarcasm and invective only serve sooner to arouse men's minds to that enviable state of original independence, when nations fearlessly rush on to the struggle for liberty; and, although it may not end in victory, is yet revenge.

We are informed that Mr T. C. Aylwin was present at the meeting at St. Roch's School house, on Sunday evening last, convened by the political friends of George Vanfelson, Esq. for the purpose of putting him in nomination for the Lower-Town. Mr. Aylwin appears to possess the powers of ubiquity; he is here, there and everywhere—and in each place assumes a different hue & colouring. Contradictions are beautifully illustrated in him. He censures political assemblies on Sundays, and yet, attends them. He condemns, and highly disapproves of Mr Vanfelson's conduct, and still he is disposed to support him. He professes to be a Reformer, and yet, we always see him encouraging the growth of abuses. He is an avowed and determined enemy of the administration of Lord Gosford, and yet, it is really gratifying to see him fraternize with the thick-and-thin adherents of that administration.

National Festival of St. JEAN BAPTISTE, Patron Saint of the Canadians. We are authorised to contradict a Notice in the *Canadien* of Monday last, which says that the Festival of Saint Jean Baptiste will be celebrated by a Dinner &c. on the 27th inst. We are informed that the fête is postponed *sine diè*.

A fire broke out on Monday night about the hours of 11 and 12, in St. Johns Suburbs. Five houses were consumed. We have not heard whether any of them were insured.

Vox Populi. At Berthier, on Sunday, according to notice, a public meeting was held to express their indignation at the measures lately adopted in the British Parliament with reference to our affairs. More than three thousand persons were present, all determined to resist the arbitrary measures about to be carried into practice in this Colony. The Hon. L. J. Papineau, speaker of the House of Assembly, was present. He was received, on that occasion, as on every other of the kind, with the loud greeting of a people's welcome.

Hercule Olivier, Esq. was called to the chair. The meeting was addressed by Mr Papineau, who, in a very eloquent speech, denounced in appropriate terms that piece of administration burlesque, the pigmy Proclamation. Mr Perrault, Mr Armstrong, Mr Boucherville and others also severally addressed the meeting. Several resolutions were passed condemnatory of Lord John Russell's Resolutions, &c. We shall give them in our next number.

It was really gratifying to witness the decision and contempt publicly evinced by the whole county, for the Proclamation. It had been posted up the previous night, with a view of intimidating the natives; but we are happy to say that a long succession of political wrongs have at last turned men's minds to the serious consideration of the means how best and soonest those injuries may be redressed. Experience has convinced them that they must depend upon themselves for the redress of every evil.

The tricks of the minority are at an end. The people indignant at the abuse of power confided to men in whom some degree of confidence was at one time placed have at last publicly denounced their late representatives of the minority as traitors to the sacred cause they had espoused. We had always thought that however much appearances might have been at times against the public spirit of the Liberals here, in the backwardness and supineness shown upon some public questions, yet we doubted not that a large fund of inexhaustible energy, patriotism and courage animated the bosoms of a large portion of the inhabitants of this Province. That spirit has lately been sufficiently shown to convince us that our liberties are not at the mere mercies of our enemies. The minority have deluded the people; but only for a time. The delusion is now removed, and the last act of retributive justice, which yet remains to be done by the people, and which we hope will be done speedily, is to consign them forever to the obscurity whence they have sprung, there to ponder over the past in bitterness of feeling; a spectacle which may afford the world a knowledge of this truth, that no man can long successfully tamper with the rights of his fellow countrymen, or betray the interests of his country with impunity. The air of complacency and self-satisfaction assumed on all occasions by the minority, that miserable faction, when speaking of the people, we knew was not justified by the confidence reposed in them by the public. Their game is now known to all. They entered into public life without one qualification to entitle them to the esteem of their fellow men. They embarked in a cause where honour, talent, integrity and ability are required, without one virtue to redeem them from contempt. A too confiding people gave them credit for qualities they did not possess, and as generously believed their professions of devotion to their country to be sincere. How miserably deceived have been the people. The denouement of the political plot is similar to every other catastrophe where villainy and hypocrisy, treachery and deceit are detected and punished. The principles of the minority preclude them from extending their views of questions beyond their own immediate interest. Their repeated intrigues, cabals, and conspiracies all show that they were not the men the exigencies of the times required to guide the vessel of the state through every danger. They did not care one traction about others; no, the extent of their patriotism was to take care of themselves.

Persons to whom we have addressed the "LIBERAL" will please return the first No. to our agents, or to the office of this paper, if when read they do wish to subscribe, otherwise they will be considered to have subscribed and will be charged accordingly.

Mr JOSEPH LAURIN, Student at Law, is our Agent in Quebec for the LIBERAL. He resides in St. John's street, No. 26, St. John's Suburbs.

To CORRESPONDENTS. Several communications are unavoidably omitted for want of space.

TO THE FREE AND INDEPENDENT ELECTORS OF THE LOWER-TOWN OF QUEBEC.

GENTLEMEN,
HAVING been nominated by the Electors of the Lower-Town of Quebec, at their meeting on St. Paul's Market Place, on Sunday last, as a Candidate for your suffrages at the approaching Election, and, having signified at that meeting my acceptance of the nomination, I now deem it proper to give you a brief outline of some of the leading principles by which I shall be guided in the performance of my duties, in the event of becoming your Representative.

First.—I never shall concede to any power beyond the limits of this province, the right to controul and appropriate the public monies—the produce of our own industry; for I hold it one of the wisest principles in the good government of any country, that the people should manage their own affairs. the only sure means of restoring confidence in the administration of our government, and harmony amongst the various classes of the hitherto neglected people of this Province.

Secondly.—As I conceive that the Legislative Council can never be so constituted as to become an useful Branch of Legislation, I shall use my humble endeavours to effect its abolition.

In short, I shall always be found, as I now am, the determined opponent of MONOPOLY—whether the Monster appears under the alluring mask of a speculating Land-Company, or any other of the too numerous petty Companies which infest this Province, to the great injury of the producing classes, who are in reality the bone and sinew of society; and who it should be the special care of the Legislature to foster, encourage and protect.

I have the honour to be,
Gentlemen,
Your devoted servant,
MICHAEL CONNOLLY.

SHOULD this notice come under the observation of Mr. Neil Kaughan and Mary Crawley natives of Kilbarry, County of Cork, who left Ireland about 3 years ago and who were last heard of from Troy or Detroit. This is to inform them that their son Terrence died on his passage in this spring, leaving his sister Catherine, a girl of 8 years of age quite destitute. Further information may be obtained on application to John Teed Merchant Taylor, No. 11 Champlain Street, Quebec.

N. B.—The Editor of the *Vindicator*, *Minerve*, *Constitution* and *New-York-Truth Teller* will further the cause of humanity by giving the above a few insertions.

LORETTE HOUSE.

THE Undersigned has the honor to announce to the Public that he has taken the above establishment heretofore occupied by Mr. RICHARD DEVERY. The agreeable situation of the house near the picturesque falls of the village of LORETTE, the number of travellers who are in the daily habit of visiting the habitations of the Huron Indians and the beautiful surrounding views made this place one of the most frequented places of resort in the environs of Quebec. The undersigned hopes that the care & attention which he will bestow upon the visitors will induce the public to favor his establishment with their patronage. Liquors and refreshments of the best quality may be had at all times. Also Stabling for Horses and Carriages.

LORETTE 21 June, 1837.
Persons desirous of giving parties they are requested to leave their orders with Mr. Devery confectioner, Couillard Street Quebec, and they will find every thing prepared for their reception.

EARTHENWARE.

THE Subscriber in returning thank to his friends, for the liberal support he has received, during the last year in his line of business, begs to inform them, that he has just received per the MARGARET of Liverpool, a large assortment of fancy Earthenware, consisting of Tea & Breakfast sets, Dishes, &c. &c.

D. GILLORAN.
Champlain Street, 21st. June, 1837.

ST. JOHNS & TROY STAGE.

A NEW LINE OF STAGES has commenced running from St. Johns, L. C. to Troy, Vt. along the valleys of the Pike and Missiskoui Rivers. At Troy it joins the Boston Line which passes through Barton, Haverill, Concord, and Lowell; at Barton intersecting the Montpelier, Danville and Stanstead Lines; the former passing through Hardwick. At Haverill the Traveller can go by Stage in any direction that business or fancy may lead him.

This Line will leave St. Johns on Sunday, Wednesday and Friday mornings after breakfast, passing through the Grand Line Stanbridge, Frelighsburg, Richford, Sutton and Potton, and arrive at Troy the same evening; and will leave Troy Monday, Thursday, and Saturday mornings at 4 o'clock, and arrive at St. Johns, in summer, in time to take the afternoon Rail Road Cars to Montreal, and in winter, passengers will take the St. Johns and Montreal Stage.

The Proprietors, in addition to good Terms, and careful drivers, recommend this route to the public, as being the shortest, levellest, easiest, and most expeditious one, from Boston to Montreal, passing thro' that section of country, which will be taken for the Rail Road, contemplated to connect the two Cities.

fare 3 Dollars each way.

J. CLARK, J. BALSH,
C. ELKINS, A. SEARS,
H. BORIGHT, H. M. CHANDLER, } Proprietors
June, 1837.

TO LET.

PART of a Wharf between the Properties of Messrs. Buteau & Tremain, on the river St. Charles.—Apply to L. T. McPherson, N. P., or at the office of this paper.

Situation Wanted

BY a young Man, who is well versed in the French & English languages, would prefer a Merchants office or Auctioneer's. Salary no object.—Apply to A. B. at this office.

CIRCULARS, VISITING CARDS, BILLS, PAMPHLETS &c. done with dispatch and in the neatest manner at low prices at this office.

A Farm for Sale



IN FRAMPTON.—This Farm is one of the most desirable in the whole Township. Upon it are built a good STONE HOUSE, 40 feet by 30; a Barn of 90 feet, and out-houses built as recently as 1833. The whole is well worthy the attention of any person intending to reside in Lower-Canada. Reference may be had to Messrs. Nicholson & Co. St. Peter Street, Lower-Town, or to the undersigned.
R. BLAKISTON.
St. Peter Street.

Quebec, 8th June, 1837.

TO LET OR FOR SALE,

A NEW DWELLING HOUSE, St. Francis street Cape, containing TEN Apartments besides Kitchen & Cellar and a well of excellent water.—Apply to the Proprietors: SHARP & QUIGLY, in the adjoining house.
10th June, 1837.

ELIXIR VEGETAL BALSAMIQUE.

N. H. DOWNS'

Vegetable Balsamic Elixir,

FOR Coughs, Colds, Consumptions, Catarrh, Croup, Asthma, Whooping-cough, and all other diseases of the head chest and lungs.

Pamphlets containing a history of the Medicine, a sketch of the diseases for which it is recommended—certificates from unquestionable sources—ample directions, and much other important information accompany each bottle, may be had of any of the Agents gratis.

Price of two ounce phials, 3s. 9d.

Price of four ounce ditto, 6s. 3d.

Sold wholesale by the proprietor at Troy, Vt. (late of Georgia) and by CURTIS & RUSSELL, Druggists, St. Albans Vt. wholesale Agents and joint Proprietors.—Also, by special appointment, by WM. LYMAN, & Co. } Montreal.
JOHN NEWBOLD, }
R. TRUDEAU, }
MUSSON & SAVAGE, Quebec.

ROBERT BLAKISTON,

Sail-Maker,

MOST respectfully returns thanks to Merchants and Captains for the handsome share of patronage they have favoured him with, in the SAIL-MAKING Business, for the last fifteen years. His establishment is now carried on at No. 34 St. Peter Street, and he pledges himself that any orders in the above line will be executed with dispatch and on a reasonable credit.

Quebec June, 17 1837.

BREWERY TO LET,

FOR ONE OR MORE YEARS.

A BREWERY and MALT HOUSE complete, with dependencies, the whole ready to go into operation.

And For Sale,

A LARGE STONE HOUSE, beautifully situated on the hill of *coteau Ste. Genevieve*, being a most eligible seat for a genteel family. The Garden is extensive and contains upwards of 400 Fruit Trees, Gardiner's House, Cistern and other dependencies. Also, TWO SMALL HOUSES adjoining the above. Apply to
R. QUIROUET.

Quebec, 17th June, 1837.

JOHN TEED,

Merchant Tailor,

No. 11, CHAMPLAIN STREET, QUEBEC,

IN returning his sincere thanks to his friends and the public, for the very liberal encouragement he has received since his commencement in business, takes the liberty of informing them that he has received his SUMMER SUPPLY, consisting of a CHOICE ASSORTMENT OF GOODS, of every description in his line, and offers them to the public on the most reasonable terms, for cash or approved credit.

All orders attended to with neatness and dispatch.
17th June, 1837. 1

QUEBEC HAT WAREHOUSE



AT No. 16, Fabrique Street, Upper-Town, next door to Messrs. Massue & Boisseau, and in the house on the steps near Prescott Gate, next to Messrs. Thos. Cary & Co's Printing Office.

The subscriber has constantly on hand an assortment of hats, imported per late arrivals and of his own manufacture, at the above places.

Quebec, 17 June, 1837.

J. B. CORRIVEAU.

Situation Wanted,

BY A YOUNG MAN, who has been for several years occupied by Merchants as an outside Clerk and Collector. Undoubted references can be given, on application by letter to G. C. B. at this office.

CONDITIONS OF THIS PAPER.

The LIBERAL is published in English and French, twice a week—Wednesday and Saturday in the forenoon. The subscription for both papers is 17s. 6d. per annum, or 10s. for each, separately, exclusive of postage; payable half yearly in advance. All communications to be addressed to the office of the LIBERAL, No. 32 St. Paul Street, where the paper is published for the proprietors.

PRICE OF ADVERTISING.

Six lines and under, first insertion, 2s. 6d. and 7d. for each subsequent insertion. Ten lines and under, first insertion 3s 4d and 10d each subsequent insertion. Above ten lines, first insertion 4d per line, and 1d per line for each subsequent insertion. Advertisements unaccompanied by directions will be inserted twice a week, in English and French, and charged accordingly.

QUEBEC:—Printed for the PROPRIETORS, by FR. LEMAITRE, St. Paul Street, No. 32.